

ORDONNANCE DE POLICE DU BOURGMESTRE EN VUE D'APaiser LES ESPACES PUBLICS SAINT-GILLOIS DANS LES PÉRIMÈTRES DÉTERMINÉS DU 3 SEPTEMBRE 2024 AU 3 DECEMBRE 2024.

Le Bourgmestre,

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 133 alinéa 2, 119bis, 134 § 1^{er} et 135, §2 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et, notamment, l'article 4 autorisant le conseil communal à infliger une ou plusieurs sanctions administratives contre les infractions à ses ordonnances ;

Vu l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, notamment son article 1^{er} qui réprime l'état d'ivresse dans un lieu public;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, notamment l'article 30 qui autorise la saisie administrative et/ou la destruction d'objets dans les conditions y décrites, ainsi que les articles 31 et 37 autorisant les fonctionnaires de police à recourir à l'usage de la force et à procéder à l'arrestation administrative en cas d'absolue nécessité ;

Vu l'article 37bis de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, qui institue un conseil régional de sécurité (« CORES »), chargé de suivre la mise en œuvre du plan régional de sécurité, lequel est élaboré par l'Agglomération bruxelloise en vue d'assurer une politique de sécurité urbaine intégrée sur le territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Règlement général de police du 7 mai 2020 et, notamment, l'article 4 qui prévoit la sanction de la fermeture administrative temporaire ou définitive des établissements ;

Vu le règlement relatif aux magasins de nuit et aux bureaux privés pour les télécommunications adoptées par le Conseil communal en date du 17 février 2007 et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 22 juin 2023 en vue d'apaiser les espaces publics Saint-Gillois, portant interdiction de la consommation de boissons alcoolisées sur l'espace public dans les périmètres déterminés, du 22 juin 2023 au 11 septembre 2023 ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 18 septembre 2023 en vue d'apaiser les espaces publics Saint-Gillois, portant interdiction de la consommation de boissons alcoolisées sur l'espace public dans les périmètres déterminés, du 18 septembre 2023 au 18 décembre 2023 ;

Vu la confirmation des ordonnances susmentionnées par le Conseil communal, respectivement, en ses séances du 29 juin 2023 et du 5 octobre 2023 ;

Vu l'ordonnance de police du Conseil communal du 14 mars 2024 en vue d'apaiser les espaces publics saint-gillois dans les périmètres déterminés, du 14 mars 2024 au 14 juin 2024 ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues ;

Vu l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 13 mai 2024 portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale du

2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues;

Vu l'ordonnance de police du bourgmestre en vue d'apaiser les espaces publics saint-gillois dans les périmètres déterminés, du 18 juin 2024 au 1er septembre 2024, du 18 juin 2024 ;

Vu la confirmation de l'ordonnance susmentionnée par le Conseil communal en sa séance du 27 juin 2024 ;

Vu le rapport administratif de la Zone de Police Midi du 7 septembre 2023 et intitulé « Bilan application Ordonnance de Police – Demande de Prolongation » ;

Vu le rapport administratif interne de la Zone de Police Midi du 8 septembre 2023 et intitulé « Interdiction de consommation d'alcool et fermeture des établissements dans le périmètre Gare du Midi » ;

Vu le rapport administratif de la Zone de Police Midi du 27 décembre 2023 intitulé « Bilan application ordonnance de police fermeture 1h Horeca/commerces – demande de prolongation – secteur Gare du Midi » ;

Vu le rapport administratif de la Zone de Police Midi du 29 août 2024 intitulé « Application ordonnance de police – demande de prolongation » ;

Vu les informations transmises le 14 février 2024 par le service de la Propreté publique de la Commune relatant une remontée de la problématique liée à la consommation d'alcool, après les interventions de l'été 2023, dans le périmètre concerné par la présente ordonnance et, notamment, dans le triangle Argonne, Mérode, Angleterre, Russie ;

Vu le plan d'action sur les drogues et la violence liée à la drogue dans la Région Bruxelles-capitale adopté par le Conseil régional de sécurité (CORES) le 11 mars 2024 ;

Considérant que les ordonnances de police susmentionnées ont été prises par le Bourgmestre suite aux nombreuses plaintes émanant des riverains, voyageurs, touristes et hôteliers ; que ces plaintes portaient sur d'importants troubles à l'ordre public qui découlaient de l'activité nocturne de certains Horeca et commerces du secteur concerné ;

Considérant que cette action spécifique était complémentaire au « plan été » de la Zone de Police Midi qui a comporté notamment une présence renforcée entre les mois de juin et de septembre 2023 ;

Considérant que les niveaux de pouvoirs compétents (fédéraux, régionaux et communaux) ont depuis lors adopté un plan en vue d'améliorer la sécurité et la propreté dans la Gare du Midi et ses alentours afin que cette opération ponctuelle se décline pour le futur en mesures structurelles et durables, sur le plan sécuritaire mais aussi social ;

Considérant que ce plan prévoit notamment l'interdiction de l'alcool dans la gare ;

Considérant que les informations transmises par le service de la Propreté Publique de la Commune le 11 septembre 2023 et le 14 février 2024 font état d'une malpropreté aggravée dans les rues avoisinantes de la Gare du Midi ;

Considérant que la possibilité de pouvoir s'approvisionner en boissons alcoolisées dans cette zone à des heures tardives, n'est pas de nature à améliorer la situation ; que la consommation excessive d'alcool est en effet un facteur facilitant l'adoption de comportements inciviques ; que les activités nocturnes sont plus propices aux débordements comportementaux problématiques en lien avec la consommation d'alcool et de drogues;

Considérant qu'il convient dès lors d'imposer 1h du matin comme heure de fermeture des commerces et établissements accessibles au public dans un secteur limité du territoire saint-

gillois ; que l'instauration de cette heure de fermeture aura un impact certain sur la réduction des troubles à l'ordre public et l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers ;

Considérant que les comportements violents constatés dans les différents rapports de police dans les secteurs concernés trouvent souvent leur origine dans une consommation excessive de boissons alcoolisées qui s'ajoute fréquemment à la consommation de produits stupéfiants ;

Considérant que les nuisances sont tantôt des nuisances sonores (cris intenses, bris de bouteilles en verre) tantôt des atteintes à la sécurité publique et des atteintes aux personnes (agressions, coups et blessures, bagarres avec bouteilles, dégradations ou vols) tantôt des atteintes à la propreté publique (souillures, vomissures, urine, défécation ainsi que la présence de déchets tels que cannettes, bouteilles, papiers), ainsi que des comportements inappropriés envers les riverains ou les passants (injures, vociférations, cris, harcèlement à l'égard des femmes dans l'espace public etc.) ;

Considérant que cette mesure vise essentiellement, sur le plan du maintien de l'ordre public, à en revenir à une situation de terrain gérable pour toutes les parties, à savoir les riverains, les usagers de l'espace public saint-gillois et de la Gare, les pouvoirs publics, mais également les personnes en errance elles-mêmes ;

Considérant qu'il est en effet observé que les personnes en errance figurent parmi les premières victimes de violences dues à l'alcool, devenant un danger pour leur propre intégrité physique et pour leur santé, mais aussi mettant en péril la sécurité des agents de terrain qui font souvent l'objet d'agressions de la part des personnes ivres ;

Considérant que le service de la Prévention, en collaboration avec plusieurs associations spécialisées en la matière, assure un soutien et un contact continu avec les personnes en rue souffrant d'assuétudes, les orientant vers un parcours de soin en collaboration avec les multiples acteurs associatifs actifs dans les zones visées ;

Considérant que l'alcool ne peut pas être considéré comme un produit de première nécessité et que l'interdiction de consommation de boissons alcoolisées dans les lieux jugés problématiques de l'espace public ne présente pas le caractère d'une interdiction générale et absolue ;

Considérant que sur la base du règlement communal actuel relatif aux magasins de nuit et de son annexe, les magasins de ce secteur sont déjà contraints de fermer leurs portes à 1h du matin ;

Considérant que la majorité des nuisances, coups et blessures, bagarres et autres incivilités surviennent régulièrement à partir de 23h et se prolongent au cœur de la nuit ;

Considérant que la récurrence des faits de violence et de bagarres, de délinquance, de vols et d'agressions a mené à une vaste opération de police en date du 26 août 2023 dans la Gare du Midi et ses alentours ;

Considérant que le rapport administratif interne de la Zone de Police Midi du 8 septembre 2023 indique que la fermeture des établissements à 1 heure du matin empêchera les personnes animées de mauvaises intentions dans ce secteur de trouver un point d'accroche dans le quartier ; que les nuisances engendrées dans les rues ne contribuent pas à une amélioration de la qualité de vie ; que ce levier facilitera enfin l'intervention de la police et permettra de mieux contrôler les faits autour de la Gare du Midi ;

Considérant que les rapports administratifs de la Zone de Police Midi du 27 décembre 2023 et celui du 29 août 2024 mentionnent que l'ordonnance de police reste un outil hautement précieux pour préserver la sécurité et la tranquillité dans le secteur visé ; que cet outil permet d'éviter des rassemblements nocturnes qui couplés à la consommation d'alcool peuvent occasionner d'importants troubles à l'ordre public ;

Considérant que les mêmes rapports administratifs soulignent en outre que les citoyens du secteur « Gare du Midi » continuent à transmettre à la Police des doléances en rapport avec l'activité problématique de certains établissements HoReCa et commerces du secteur visé ; qu'il s'impose dès lors de continuer à recourir à l'outil de l'ordonnance de police imposant la fermeture des établissements ouverts au public à 1h ;

Considérant en outre que la situation d'insécurité s'est encore aggravée dernièrement dans certains secteurs du territoire Saint-Gillois, les règlements de comptes dans le milieu de la drogue s'étant multipliés dernièrement;

Considérant que le trafic de stupéfiants entraîne des conséquences néfastes pour les riverains et la vie en société, qui sont dépossédés de l'espace public qui les entoure ; que l'insécurité réelle dans certains quartiers et les dégradations dans l'espace public sont directement liées à ce phénomène de criminalité organisée ;

Considérant qu'il appartient à chaque autorité d'utiliser les moyens légaux dans le cadre de ses compétences pour endiguer cette situation préoccupante ;

Considérant que la Commune d'Anderlecht a déjà pris des mesures similaires pour son territoire, notamment dans la zone de la Gare du Midi ;

Considérant que le rapport administratif interne de la Zone de Police Midi du 8 septembre 2023 plaide pour une harmonisation des décisions prises afin de travailler dans la même direction avec une même ligne de conduite plus propice à diminuer le sentiment d'insécurité et à ramener le calme dans le quartier de Midi ;

Considérant que le rapport administratif de la Zone de Police Midi du 27 décembre 2023 mentionne qu'un rapport de police a également été transmis au Bourgmestre d'Anderlecht en vue de poursuivre dans l'adoption d'une ordonnance de police pour le secteur MMM/Cureghem, ce dernier périmètre incorporant la partie Anderlechtoise du périmètre de la Gare du Midi ;

Considérant que dans le cadre des travaux du CORES, un plan d'action sur les drogues et la violence liée à la drogue dans la région de Bruxelles-capitale a été concerté avec la Conférence des chefs de corps de police locale de la Région de Bruxelles-capitale, le parquet et la police fédérale ;

Considérant que les Communes ont pour mission de faire jouir les habitants d'une bonne police, notamment de la tranquillité publique, de la salubrité et de la sécurité publique ; qu'il appartient à l'autorité communale de prendre les mesures adaptées et proportionnelles afin d'assurer le maintien de l'ordre public face aux atteintes décrites ci-avant ;

Considérant qu'à cette fin il est opportun et nécessaire de maintenir les mesures en vigueur ;

Considérant que la mesure est limitée dans le temps, puisqu'elle sera en vigueur jusqu'au 3 décembre 2024, après quoi la situation sera réévaluée ;

Considérant que l'échéance de l'ordonnance de police du Bourgmestre du 18 juin 2024 précitée et l'urgence ne permettent pas d'attendre la prochaine réunion du Conseil communal pour mettre en œuvre la présente ordonnance ; qu'en effet il y a lieu d'assurer la continuité des mesures ;

Considérant que le Conseil communal sera amené à confirmer la mesure lors de sa plus prochaine séance, sans quoi l'ordonnance cessera d'avoir effet ;

ORDONNE :

Article 1 : Périmètres

La présente ordonnance s'applique aux périmètres 1 et 2 du territoire saint-gillois tels que figurant sur les cartes ci-annexées qui reprennent, partiellement ou totalement, les rues et artères listées ci-dessous :

- Périmètre 1 – Quartier dit « Gare du Midi »
 - Gare du Midi
 - Place Bara
 - Boulevard Jamar
 - Boulevard Poincaré (tronçon entre Square de l'Aviation et Boulevard Jamar)
 - Avenue Paul-Henri Spaak
 - Place Marcel Broodthaers
 - Esplanade de l'Europe
 - Place de la Constitution
 - Avenue Fonsny (tronçon entre l'Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
 - Avenue de la Porte de Hal (tronçon entre Rue de Russie et Rue Blaes)
 - Rue d'Argonne
 - Rue de Russie
 - Rue d'Angleterre
 - Rue de Hollande
 - Rue de Suède
 - Rue Joseph Claes (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
 - Rue Conraets (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
 - Rue de Danemark (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
 - Rue de Mérode (tronçon entre l'Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
 - Rue de l'Instruction
 - Place Victor Horta
 - Rue de France
 - Rue Ernest Blerot
 - Tunnel et Rue des Vétérinaires
 - Rue Théodore Verhaegen (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)

- Périmètre 2 – Quartier dit « Porte de Hal »
 - Avenue de la Porte de Hal (tronçon entre Rue Blaes et Chaussée de Waterloo)
 - Avenue Henri Jaspar
 - Avenue de la Toison d'Or jusqu'à la Place Louise
 - Rue Emile Féron (tronçon entre l'Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
 - Cité Fontainas
 - Rue César Depaepe
 - Rue Fontainas
 - Place des Héros
 - Square Jaques Frank
 - Rue Vlogaert
 - Chaussée de Forest (tronçon entre Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
 - Rue Joseph Claes (tronçon entre Rue Emile Féron et Chaussée de Forest)
 - Rue Coenraets (tronçon entre Rue Emile Féron et Chaussée de Forest)
 - Rue de Danemark (tronçon entre Rue Emile Féron et la Place de Bethléem)
 - Place de Bethléem
 - Rue Théodore Verhaegen (tronçon entre Rue Emile Féron et Chaussée de Forest)
 - Rue Fernand Bernier (tronçon entre Rue Théodore Verhaegen et Chaussée de Forest)

- Rue Vanderschrick
- Rue d'Andenne (tronçon entre Chaussée de Forest et Rue Vanderschrick)
- Rue de l'église de Saint-Gilles
- Avenue Jean Volders
- Rue des Vieillards
- Chaussée de Waterloo (tronçon entre Avenue de la Porte de Hal et le Parvis de Saint-Gilles)
- Parvis de Saint-Gilles
- Rue de la Filature
- Rue de Moscou
- Place Marie Janson
- Rue de la Forge
- Rue Jourdan
- Rue de la Victoire (tronçon entre Avenue de la Porte de Hal et Rue de l'Hôtel des Monnaies)
- Rue de la Linière
- Rue de l'Hôtel des Monnaies (tronçon entre Rue de Rome et Avenue Henry Jaspar)
- Place Dillens
- Rue Berckmans (tronçon entre Avenue Henri Jaspar et Rue de l'Hôtel des Monnaies)

Le plan des périmètres précités est joint en annexe de la présente ordonnance.

Article 2 : Heures de fermeture des commerces

Tous les établissements accessibles au public (Horeca et assimilés, magasin de nuit, salon de coiffure, librairies, etc.), situés dans le périmètre 1, doivent être fermés au plus tard tous les jours de la semaine et du weekend à 1h du matin et ne pourront rouvrir au plus tôt qu'à partir de 6h du matin.

Article 3 : Interdiction de consommation d'alcool dans l'espace public

La consommation de boissons alcoolisées (distillées ou fermentées, mixées ou non), sur l'espace public, en quelque quantité que ce soit, est interdite dans les périmètres 1 et 2 susvisés.

La consommation de boissons alcoolisées reste autorisée pour les débits de boissons, les établissements HORECA et sur les terrasses de ces derniers dûment autorisées, et dans le cadre des marchés, brocantes et toute manifestation commerciale, festive ou sportive dûment autorisée et/ou organisée par la Commune de Saint-Gilles.

Article 4 : Mesures et sanctions

§ 1^{er}. En application de l'article 4 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, en cas de constat d'infraction à l'article 2 de la présente ordonnance, une amende administrative d'un montant compris entre 175€ et 500 € sera infligée.

§ 2. Il est en outre requis des services de police de procéder à la fermeture immédiate de l'établissement accessible au public qui sera ouvert entre 1h et 6h du matin en violation des dispositions de la présente ordonnance.

§ 3. En application de l'article 30 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, il est requis des services de police de procéder à la saisie administrative et à la destruction immédiate des boissons dont la consommation est constatée en violation de la présente ordonnance.

§ 4. Conformément à la loi relative aux sanctions administratives communales susmentionnée, des mesures alternatives à l'amende administrative pourront être proposées par le fonctionnaire sanctionnateur lorsque ce dernier l'estime opportun, notamment la prestation citoyenne, la médiation locale ou, pour les mineurs, l'implication parentale.

§ 5. Les constats seront réalisés par la Police et les agents constatateurs.

Article 5 : Durée

La présente ordonnance s'applique du 3 septembre 2024 au 3 décembre 2024.

Article 6 : Publication

La présente ordonnance fait l'objet d'une publication par voie d'affichage et par sa mise en ligne sur le site internet de la commune, conformément à l'article 112 de la Nouvelle Loi Communale.

Article 7 : Exécution

La présente ordonnance sera transmise à Monsieur le Chef de corps de la Zone de Police Midi et à Madame la Fonctionnaire sanctionnatrice. Ils sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance et d'en contrôler le respect.

Article 8 : Recours

Un recours en annulation ainsi qu'un éventuel recours en suspension contre la présente Ordonnance peuvent être introduits devant le Conseil d'Etat. La requête en annulation ou en suspension motivée doit être envoyée au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33, à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit en suivant la procédure électronique (via la rubrique "e-Procédure" sur le site Internet <http://www.raadvst-consetat.be>), dans les soixante jours de sa publication.

Fait à Saint-Gilles, 3 septembre 2024

Le Bourgmestre



Jean SPINETTE

POLITIEVERORDENING VAN DE BURGEMEESTER MET HET OOG OP HET HERSTEL VAN DE RUST IN DE AANGEDUIDE PERIMETERS, VAN 3 SEPTEMBER 2024 TOT 3 DECEMBER 2024.

De burgemeester,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op de artikelen 117, 119, 119bis, 133 lid. 2 en 135, § 2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en, inzonderheid op artikel 4 dat de gemeenteraad toestaat een of meer administratieve sancties op te leggen voor de inbreuken van zijn verordeningen;

Gelet op de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de bestraffing van de dronkenschap, inzonderheid op artikel 1 dat de staat van dronkenschap op een openbare plaats bestraft;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, inzonderheid op artikel 30 dat de bestuurlijke inbeslagneming en/of vernietiging van voorwerpen toestaat onder de daarin beschreven voorwaarden, alsook de artikelen 31 en 37 dat de politieambtenaren toestaat tot geweld gebruiken en overgaan tot de bestuurlijke aanhouding in geval van volstrekke noodzaak;

Overwegende dat op basis van artikel 37bis van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, een gewestelijke veiligheidsraad ("GVR") is opgericht om toe te zien op de uitvoering van het door de Brusselse agglomeratie uitgewerkte gewestelijk veiligheidsplan, dat bedoeld is om een geïntegreerd stedelijk veiligheidsbeleid op het grondgebied van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad te waarborgen;

Gelet op het Algemeen Politiereglement van 7 mei 2020 en, inzonderheid, op artikel 4 dat bepaalt de tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de inrichtingen ;

Gelet op het reglement betreffende de nachtwinkels en de privé bureaus voor telecommunicatie aangenomen door de gemeenteraad op 17 februari 2007 en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 22 juni 2023 met het oog op herstel van de rust in de openbare ruimte van Sint Gillis, houdende verbod op het gebruik van alcoholische dranken in de openbare ruimte van de aangeduide perimeter, van 22 juni 2023 tot 11 september 2023;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 18 september 2023 met het oog op herstel van de rust in de openbare ruimte van Sint Gillis, houdende verbod op het gebruik van alcoholische dranken in de openbare ruimte van de aangeduide perimeter, van 18 september 2023 tot 18 december 2023;

Gelet op de bevestiging van de voormelde verordeningen door de Gemeenteraad tijdens zijn zitting respectievelijk van 29 juni 2023 en van 5 oktober 2023;

Gelet op de politieverordening van de Raad van 14 maart 2024 met het oog op herstel van de rust in de openbare ruimte van Sint Gillis in de

aangeduide perimeters, van 14 maart 2024 tot 14 2024;

Gelet op de Besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op de Politieverordening van de Burgemeester van 13 mei 2024 tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op de politieverordening van de burgemeester met het oog op het herstel van de rust in de aangeduide perimeters, van 18 juni 2024 tot 1er september 2024;

Gelet op de bevestiging van de voormelde verordening door de Gemeenteraad tijdens zijn zitting van 27 juni 2024;

Gelet op het administratief verslag van de politiezone Zuid d.d. 7 september 2023 met als opschrift "Balans toepassing Politieordonnantie - Verlengingsaanvraag";

Gelet op het intern administratief verslag van de Politiezone Zuid van 8 september 2023 met als titel "Verbod op alcoholgebruik en sluiting van de vestigingen in de perimeter Zuidstation";

Gelet op het administratief verslag van de politiezone Zuid d.d. 27 december 2023 met als opschrift "Balans toepassing Politieordonnantie sluiting 1u Horeca/winkels – Verlengingsaanvraag – Zuidstation sector";

Gelet op het administratief verslag van de politiezone Zuid d.d. 29 augustus 2024 met als opschrift "Toepassing Politieordonnantie – Verlengingsaanvraag";

Gelet op de informatie van de dienst Openbare Netheid van de gemeente daterend van 14 februari 2024 dat een escalatie van het probleem van alcoholgebruik vertelt, na de interventies van zomer 2023, in de perimeter betrokken door deze verordening en, inzonderheid, in de driehoek Argonnestraat, Merodestraat, Engelandstraat, Ruslandstraat;

Gezien het actieplan inzake drugs en drugsgerelateerd geweld in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat op 11 maart 2024 door Regionale Veiligheidsraad (CORES) is goedgekeurd;

Overwegende dat de bovenvermelde politieverordeningen door de Burgemeester werd genomen naar aanleiding van talrijke klachten van omwonenden, reizigers, toeristen en hotelhouders; dat deze klachten betrekking hadden op belangrijke verstoringen van de openbare orde die het gevolg waren van nachtelijke activiteiten van enkele Horeca en winkels van de betrokken sector ;

Overwegende dat deze specifieke actie complementair was aan het "zomerplan" van de politiezone Zuid dat een versterkte aanwezigheid voorziet tussen de maanden juni en september 2023;

Overwegende dat de bevoegde overheidsniveaus (federaal, gewestelijk en gemeentelijk) sindsdien een plan hebben aangenomen om de veiligheid en de netheid in het Zuidstation en zijn omgeving te verbeteren zodat deze eenmalige operatie nu uitmondt in structurele en

duurzame maatregelen, zowel op veiligheidsvlak als op sociaal vlak;

Overwegende dat dit plan met name voorziet in een verbod op alcohol in het station;

Overwegende dat het informatie van de dienst Openbare Netheid van de gemeente van 11 september 2023 en 14 februari 2024 melding maak van een verzwaaardevuilheid in de omliggende straten van het Zuidstation;

Overwegende dat de mogelijkheid om zich op late uren in dit gebied van alcoholische dranken te bevoorraden, de zaken niet kan verbeteren; dat het overmatig alcoholgebruik inderdaad een factor is die incidenteel gedrag vergemakkelijkt; dat nachtelijke activiteiten meer vatbaar zijn voor problematisch gedrag in verband met alcoholgebruik en drugsgebruik;

Overwegende dat het wenselijk is 1 uur 's nachts als sluitingstijd op te leggen voor de handelszaken en activiteiten die voor het publiek toegankelijk zijn in een beperkte sector van het grondgebied van Sint Gillis; dat de invoering van dit sluitingsuur een duidelijke impact zal hebben op de vermindering van de verstoring van de openbare orde en de verbetering van de levenskwaliteit in de wijken;

Overwegende dat de gewelddadige gedragingen die in de verschillende politierapporten in de betrokken sectoren werden vastgesteld, vaak hun oorsprong vinden in een overmatig gebruik van alcoholische dranken dat vaak wordt toegevoegd aan het verbruik van verdoven de middelen;

Overwegende dat de hinder soms geluidshinder is (hevig geschreeuw, breken van glazen flessen), soms aantasting van de openbare veiligheid en schade aan personen (mishandelingen, slagen en verwondingen, vechtpartijen met flessen, beschadiging of diefstal), soms aantasting van de openbare netheid (vuil, braaksel, urine, ontbering alsook de aanwezigheid van afval zoals blikjes, flessen, papier), alsook ongepast gedrag tegenover de omwonenden of voorbijgangers (schelden, wurgen, geschreeuw, intimidatie van vrouwen in de publieke ruimte, enz);

Overwegende dat deze maatregel, op het vlak van de handhaving van de openbare orde, er in hoofdzaak toe strekt terug te keren naar een voor alle partijen, met name de omwonende, de gebruikers van de openbare ruimte van Sint Gillis en van het station, de overheid, maar ook de personen die zelf rondzwerven, beheersbare terreinsituatie;

Overwegende dat er inderdaad wordt opgemerkt dat de personen die rondzwerven tot de eerste slachtoffers behoren van alcoholgerelateerd geweld, dat een gevaar wordt voor hun eigen fysieke integriteit en gezondheid, maar ook de veiligheid in gevaar brengt van de agenten op het terrein die vaak het slachtoffer worden van agressie door dronken personen;

Overwegende dat de Preventiedienst, in samenwerking met verschillende verenigingen die terzake gespecialiseerd zijn, instaat voor de ondersteuning van en het voortdurend contact met straatpersonen die aan verslavingen lijden, door hen in samenwerking met de talrijke verenigingsactoren die actief zijn in de bedoelde gebieden, te oriënteren naar een zorgtraject;

Overwegende dat alcohol niet kan worden beschouwd als een levensnoodzakelijk product en dat het verbod op het gebruik van alcoholische dranken op plaatsen die als problematisch worden beschouwd in de openbare ruimte, niet het karakter heeft van een algemeen en absoluut verbod;

Overwegende dat op basis van het huidige gemeentelijk reglement betreffende de

nachtwinkels en zijn bijlage, de winkels in deze sector reeds verplicht zijn om hun deuren te sluiten om 1u 's nachts;

Overwegende dat de meeste overlast, slagen en verwondingen, vechtpartijen en andere ongemakken regelmatig voorkomen vanaf 23u en zich tot in het midden van de nacht voordoen;

Overwegende dat de herhaalde feiten van geweld en vechtpartijen, delinquentie, diefstal en agressie op 26 augustus 2023 hebben geleid tot een grote politieactie in het Zuidstation en omgeving;

Overwegende dat het intern administratief verslag van de Politiezone Zuid van 8 september 2023 aangeeft dat de sluiting van de inrichtingen om 1 uur 's nachts de personen met slechte bedoelingen die in deze sector actief zijn, zal verhinderen een aangrijpingspunt in de wijk te vinden; dat de overlast veroorzaakt op dit late uur door de straten loopt niet bijdraagt tot een verbetering van de levenskwaliteit; dat deze hefboom ten slotte de tussenkomst van de politie zal vergemakkelijken en de feiten rond het Zuidstation beter zal kunnen controleren;

Overwegende dat het administratief verslagen van de Politiezone Zuid van 27 december 2023 en van 29 augustus 2024 aangeeft dat de politieverordening en hulpmiddel zeer waardevol is de openbare veiligheid en de openbare rust te behouden; dat deze hulpmiddel nachtelijke bijeenkomsten voorkomt, dat, gekoppeld aan alcoholgebruik, kan grote problemen met de openbare orde veroorzaken;

Overwegende dat in hetzelfde administratieve verslagen ook wordt benadrukt dat de bewoners van de wijk "Zuid station" de politie klachten blijven sturen over de problematische activiteiten van bepaalde HoReCa-inrichtingen en winkels in de wijk in kwestie; dat het daarom noodzakelijk is om gebruik te blijven maken van de politieverordening die het gebruik van alcohol verbiedt en tegelijkertijd de sluiting van voor het publiek toegankelijke etablissementen om 1 uur 's nachts oplegt;

Overwegende voorts dat de onveiligheidssituatie in bepaalde sectoren van het Sint-Gillisgebied de laatste tijd nog verder is verslechterd, waarbij de afrekening in de drugswereld de laatste tijd is verveelvoudigd;

Overwegende dat drugshandel schadelijke gevolgen heeft voor de omwonenden en het sociale leven, die worden beroofd van de openbare ruimte die hen omringt; dat de werkelijke onveiligheid in bepaalde buurten en de verloederding van de openbare ruimte rechtstreeks verband houden met dit verschijnsel van georganiseerde misdaad;

Overwegende dat het aan elke autoriteit is om binnen het kader van haar bevoegdheden gebruik te maken van juridische middelen om deze zorgwekkende situatie in te dammen;

Overwegende dat de gemeente Anderlecht reeds gelijkaardige maatregelen genomen heeft voor haar grondgebied, met name in de zone van het Zuidstation;

Overwegende dat her eerder vermelde intern administratief verslag van 8 september 2023 pleit voor een harmonisering van de beslissingen die genomen worden om in dezelfde richting te werken met eenzelfde gedragslijn die beter geschikt is om het onveiligheidsgevoel te verminderen en de rust in de Zuidwijk te herstellen;

Overwegende dat het administratief verslag van de Politiezone Zuid van 27 december 2023 vermeldt dat er ook een politierapport naar de burgemeester van Anderlecht werd gestuurd met het oog op de verdere goedkeuring van een politieverordening voor de sector

MMM/Kuregem, waarbij deze laatste perimeter het Anderlechtse deel van de perimeter van het Zuidstation omvat;

Overwegende dat, in het kader van de werkzaamheden van de (CORES), met de Conferentie van de hoofdstedelijke korpschefs van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het parket en de federale politie, een actieplan inzake drugs en druggingerelateerd geweld in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is overeengekomen;

Overwegende dat de Gemeenten tot taak hebben de inwoners te laten genieten van een goede politie, met name van de openbare rust, de gezondheid en de openbare veiligheid; dat het aan de gemeentelijke overheid is om de gepaste en proportionele maatregelen te nemen om de handhaving van de openbare orde te verzekeren tegen de hierboven beschreven inbreuken;

Overwegende dat het te dien einde passend en noodzakelijk is de geldende maatregelen te handhaven;

Overwegende dat de maatregel beperkt is in de tijd, aangezien hij zal worden genomen tot op 3 december 2024, waarna de situatie opnieuw zal worden geëvalueerd;

Overwegende dat de het verstrijken van de bovengenoemde politieverordening van de burgemeester van 18 juni 2024 en de urgentie van de situatie het niet toelaten om met de uitvoering van deze verordening te wachten tot de volgende vergadering van de gemeenteraad; dat het noodzakelijk is de continuïteit van de maatregelen te waarborgen ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de maatregel tijdens zijn eerstvolgende zitting zal moeten bevestigen, zoniet zal de ordonnantie ophouden uitwerking te hebben;

BEVEELT

Artikel 1: Perimeters

Deze ordonnantie is van toepassing op de perimeters 1 en 2 van het grondgebied van Sint - Gillis zoals opgenomen op de kaarten en die, geheel of gedeeltelijk, de hierna opgesomde straten en verkeersaders bevat:

- Perimeter 1 – « Stationswijk-Zuid »
- Zuid Station
- Baraplein
- Jamarlaan
- Poincarélaan (tussen Luchtvaartsquare en Jamarlaan)
- Paul-Henri Spaaklaan
- Broodthaersplein
- Europaesplanade
- Grondwetplein
- Fonsnylaan (tussen Hallepoortlaan en Théodore Verhaegenstraat)
- Hallepoortlaan (tussen Ruslandstraat en Blaesstraat)
- Argonnestraat
- Ruslandstraat
- Engelandstraat
- Hollandstraat
- Zwedenstraat

elke dag van de week en van het weekend om 1 uur 's nachts gesloten zijn en zullen niet ten vroegste tot 6 uur 's ochtends kunnen heropenen.

Artikel 3 : Verbod op alcoholgebruik in de openbare ruimte

Het nuttigen van alcoholische dranken (gedistilleerd of gefermenteerd, al dan niet gemengd) in de openbare ruimte, in welke hoeveelheid ook, is verboden in de perimeters 1 en 2.

Het verbruik van alcoholische dranken blijft toegelaten voor de drankgelegenheden, de horeca-richtingen en op de terrassen van deze laatste die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn, en in het kader van markten, brocante en elke commerciële, feestelijke of sportieve manifestatie die door de Gemeente Sint-Gillis behoorlijk toegelaten en/of georganiseerd wordt.

Artikel 4: Maatregelen en sancties

§1. In toepassing van artikel 4 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, wordt een administratieve geldboete van 175 tot 500 euro opgelegd in geval van een inbreuk op het artikel 2 van deze verordening.

§ 2. De politiediensten wordt vereist dat zij overgaan tot de onmiddellijke sluiting van de voor het publiek toegankelijke inrichting die tussen 01 uur en 06 uur's nachts geopend zal zijn, in strijd met de bepalingen van dit besluit.

§ 3. In toepassing van artikel 30 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, wordt van de politiediensten verlangd dat zij overgaan tot de bestuurlijke inbeslagneming en de onmiddellijke vernietiging van de dranken waarvan het verbruik in strijd met deze ordonnantie wordt vastgesteld.

§4. Overeenkomstig de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties kunnen de of de sanctionerende ambtenaar alternatieve maatregelen worden voorgesteld als hij dat opportuun acht, zoals burgerprestatie, lokale bemiddeling of, voor minderjarigen, betrokkenheid van de ouders.

§5. De vaststellingen zullen worden gedaan door de Politie en de vaststellende beambten.

Artikel 5 : Duur

Deze ordonnantie is van toepassing van 3 september 2024 tot en met 3 december 2024.

Artikel 6 : Bekendmaking

Deze verordening zal worden bekendgemaakt door aanplakking en door het online plaatsen op de website van de gemeente, in overeenstemming met artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 7: Uitvoering

Dit bevel wordt doorgestuurd naar de Korpschef van de politiezone Zuid en naar Mevrouw de Sanctionerend Ambtenaar. Ze zijn belast met de uitvoering van deze verordening en met het toezicht op de naleving ervan.

Artikel 8 : Beroep

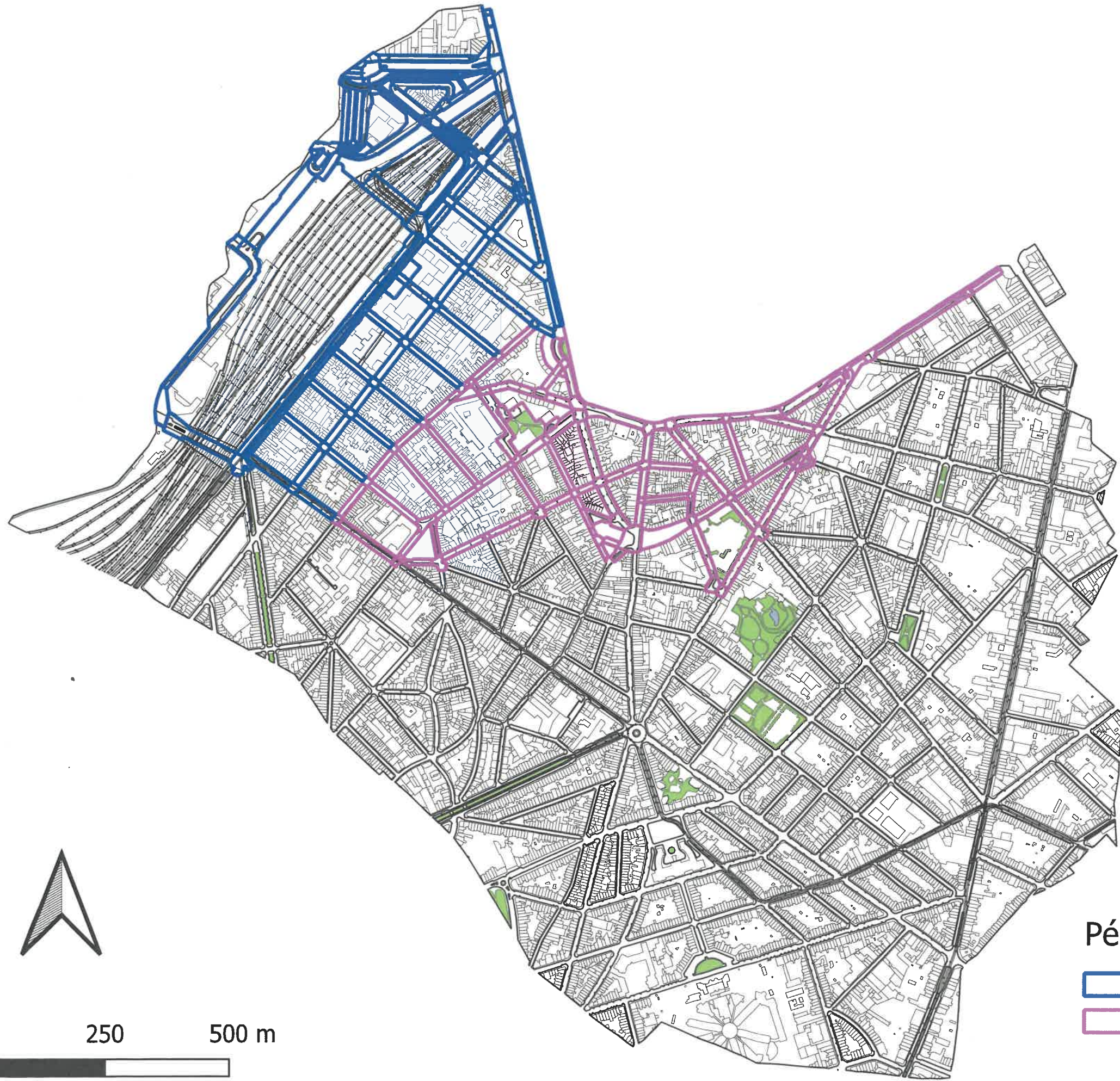
Bij de Raad van State kunnen beroep tot nietigverklaring en eventueel een opschortend beroep tegen deze verordening worden ingesteld. Het met redenen omklede verzoekschrift tot nietigverklaring of opschorting moet binnen zestig dagen na de bekendmaking ervan worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel, hetzij per aangetekende brief, hetzij per elektronische procedure (via de rubriek e-procedure op de website <http://www.raadvst-consetat.be>).

Gedaan te Sint-Gillis, 3 september 2024



De Burgemeester



Jean SPINETTE



Périmètre police

-  Périmètre 1 - Quartier dit "Gare du Midi"
-  Périmètre 2 - Quartier dit "Porte de Hal"

